

ACTION URGENTE

BANGLADESH. UN JOURNALISTE RISQUE LA TORTURE

Le 4 décembre dernier, Mahmudur Rahman, rédacteur en chef d'un journal bangladais, a été transféré d'une prison à un poste de police de Dacca, ce qui l'expose à d'éventuels actes de torture. Ces craintes sont entretenues par des informations fiables indiquant que cet homme a déjà été torturé en avril dernier alors qu'il était en garde à vue.

Mahmudur Rahman a été arrêté à son bureau le 11 avril 2013, après la publication dans Amar Dosh – le journal pour lequel il travaille – d'articles critiques à l'égard du gouvernement et de certains blogueurs dont les commentaires ont été perçus comme blasphématoires par certains groupes religieux. Ses avocats affirment qu'il a été torturé par des policiers pendant sa garde à vue.

Le 17 avril, Mahmudur Rahman a été déféré devant un magistrat qui a ordonné son transfert en prison. Le lendemain, il a été conduit à l'hôpital, son état de santé s'étant détérioré au bout de deux jours de grève de la faim. Cet homme avait cessé de se nourrir pour protester contre l'interdiction de publication frappant son journal, ainsi que le harcèlement et la détention de plusieurs membres de son équipe. Il est ensuite retourné en prison.

Le 4 décembre dernier, Mahmudur Rahman a été transféré de la prison n° 2 de Kashimpur vers le poste de police de Tejgaon à Dacca, ce qui l'expose au risque d'être torturé. Il est de notoriété publique qu'au Bangladesh, la torture est plus souvent utilisée en garde à vue qu'en prison.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en bengali, en anglais ou dans votre propre langue :

- demandez aux autorités de veiller à ce que Mahmudur Rahman ne soit pas torturé ou soumis à d'autres mauvais traitements ;
- engagez-les à garantir que les journalistes puissent exercer leur droit à la liberté d'expression sans craindre d'être victimes de représailles, harcelés ou placés en détention ;
- appelez-les à veiller à ce que les agressions visant ces personnes fassent l'objet d'une enquête approfondie et que les responsables présumés soient traduits en justice.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 16 JANVIER 2014 À :

Premier ministre
 Sheikh Hasina Wajed
 Prime Minister's Office
 Old Sangsad Bhaban, Tejgaon
 Dhaka-1215, Bangladesh
 Fax : +880 2 811 3244
 Courriel : pm@pmo.gov.bd ou
ps1topm@pmo.gov.bd ou
psecy@pmo.gov.bd

Formule d'appel : *Dear Prime Minister, / Madame le Premier ministre,*

Inspecteur général de la police
 Hassan Mahmud Khandker
 Bangladesh Police HQ
 Dhaka-1000, Bangladesh
 Fax : +880 2 7125840
 Courriel : ig@police.gov.bd
 Formule d'appel : *Dear Inspector General, / Monsieur,*

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Bangladesh dans votre pays.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la seconde mise à jour de l'AU 95/13. Pour plus d'informations : <http://www.amnesty.org/fr/library/info/ASA13/007/2013/fr>.

**AMNESTY
 INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

BANGLADESH. UN JOURNALISTE RISQUE LA TORTURE

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Le Bangladesh traverse actuellement une crise politique caractérisée par de violentes manifestations à travers tout le pays. Le gouvernement au pouvoir, affilié à la Ligue Awami, et les partis de l'opposition sont dans une impasse, incapables de décider qui dirigera le pays jusqu'aux prochaines élections générales, qui auront lieu le 5 janvier 2014. Au cours de ces dernières semaines, les partis de l'opposition ont organisé plusieurs *hartals* (grèves), qui ont parfois engendré des actes de vandalisme et des affrontements violents entre les membres de ces partis et la police. Plusieurs personnes ont trouvé la mort dans ces événements.

Mahmudur Rahman avait été placé en détention et torturé en 2010, après avoir publié des articles critiquant le gouvernement actuel dirigé par la Ligue Awami. Depuis décembre 2012, il est menacé de poursuites judiciaires pour avoir publié des propos échangés sur Skype par le juge qui présidait alors une juridiction bangladaise, le Tribunal pour les crimes internationaux, et un juriste bangladais. Le juge avait démissionné à la suite de cette publication.

Nom : Mahmudur Rahman

Homme

Action complémentaire sur l'AU 95/13, ASA 13/017/2013, 5 décembre 2013

